

Les prix continuent de flamber sur les marchés

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5367 - Mercredi 5 mai 2021 - Prix : 10 DA

Lutte anti-Covid19

Réception de nouveaux lots de vaccins vendredi

Après le test de collecte des signatures

Les partis politiques à l'épreuve du terrain

Deux crises parallèles

Par Mohamed Habili

Deux de nos voisins, la Tunisie et la Libye, traversent chacun une crise politique dont il n'est pas facile de voir comment il pourrait sortir dans une perspective rapprochée. Ces crises semblent n'avoir rien de commun, bien qu'elles remontent à un même bouleversement régional, baptisé le Printemps arabe. L'une d'elles, la libyenne, se donne pour nettement plus compliquée que l'autre, alors même qu'elle est censée être d'ores et déjà engagée dans la voie de la résolution. En principe, elle devrait être terminée dans les tout derniers jours de l'année en cours. Si tout se passait comme prévu, mais aussi comme convenu entre les parties concernées, libyennes et non libyennes, elle devrait avoir connu son épilogue avant que cette année ne se soit entièrement achevée. En effet, les élections marquant sa fin sont programmées pour le 24 décembre prochain. Contrairement à la crise tunisienne, qui elle n'a pas de limite temporelle se profilant nettement à l'horizon, la crise libyenne est soit résolue dans les délais prescrits soit relancée pour une durée indéterminée. Il suffirait d'attendre la fin de l'année pour savoir quel sort serait le sien : son dépassement ou son renouvellement. Nul repère temporel de cette nature dans le cas de la crise tunisienne en revanche, l'Assemblée et le président ayant été en effet élus à peu de distance l'une de l'autre. Tout ce que l'on sait sur sa durée, c'est qu'elle devra avoir pris fin au terme des deux mandats, le dernier trimestre de 2024.

Suite en page 3

Variant indien

L'Institut Pasteur d'Algérie donne l'origine des six cas



PH/D. R.

«Les six cas de contamination par le variant indien enregistrés dans la wilaya de Tipaza sont des ressortissants indiens travaillant dans un chantier de construction», a expliqué, hier, le directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie, ajoutant qu'«il a été détecté pour la première fois chez un ressortissant indien qui est rentré récemment au pays et a contaminé les autres».

Sonatrach

Toufik Hakkar reçoit le CEO de la compagnie pétrolière libyenne

Intempéries

5 morts à Beni-Slimane et à M'sila

Variant indien

L'Institut Pasteur d'Algérie donne l'origine des six cas

■ «Les six cas de contamination par le variant indien enregistrés dans la wilaya de Tipaza sont des ressortissants indiens travaillant dans un chantier de construction», a expliqué, hier, le directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie, ajoutant qu'«il a été détecté pour la première fois chez un ressortissant indien qui est rentré récemment au pays et a contaminé les autres».



Ph/D. R.

tentes ont commencé à mener une enquête épidémiologique qui a conduit à l'identification de cinq autres cas au même endroit et au bouclage du foyer. D'autre part, Derrar a souligné que tous les vaccins actuellement utilisés contre le Covid-19 restent efficaces pour se protéger contre toutes les nouvelles souches du Covid-19 annoncées récemment. Par ailleurs, le même responsable a tenu à rassurer que «l'OMS a classé le variant qui a fait son apparition en Algérie parmi ceux qui sont sous contrôle». Ce variant n'est donc pas encore classé parmi les souches qui «suscitent la préoccupation», telles que les variants britannique, sud-africain ou encore brésilien. En outre, Derrar a assuré que la mise en œuvre des mesures préventives, dont l'espacement physique, le port de masques, l'utilisation de gel ainsi que le respect du protocole sanitaire, reste le seul moyen de contenir l'épidémie et de prévenir sa propagation. De son côté, le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, lors de l'inspection du projet de réalisation de l'hôpital «240 lits» de Touggourt hier, a indiqué que «le variant indien a été détecté pour la première fois auprès d'un ressortissant indien qui est rentré récemment au pays, qui a ensuite contaminé les autres

cas. Le premier responsable du secteur sanitaire n'a pas écarté l'apparition d'autres cas similaires dans les prochains jours.

Durcissement des mesures préventives à Tipaza après la détection du variant indien

La Direction de la santé, de la population et de la réforme hospitalière a adopté des mesures préventives «rigoureuses» visant à endiguer la propagation du variant indien (B.1.617), après la détection de 6 cas, indique la direction locale du secteur. Il s'agit de la mobilisation d'équipes médicales pour mener des enquêtes épidémiologiques approfondies dans l'entourage des personnes infectées, tout en plaçant les personnes ayant été en contact direct avec le premier cas positif au variant indien en confinement volontaire, a déclaré le directeur de la Santé, Mohamed Bourahla. Selon ses explications, les enquêtes épidémiologiques et les analyses médicales ont concerné 60 personnes ayant effectué des analyses de laboratoire, avant d'être placées en confinement à domicile, tandis que les cas confirmés ont été isolés et soumis à l'observation médicale périodique par une équipe médicale spécialisée.

T. K.

Par Thinhinene Khouchi

L'annonce de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA) quant à la contamination de six personnes par le variant indien a fait l'effet d'une bombe et suscité de multiples interrogations quant à l'origine de cette apparition, vu que les vols de rapatriement sont suspendus pour une durée indéterminée afin justement d'empêcher l'arrivée des variants. Dans ce sens, les autorités algériennes refusent de délivrer des autorisations de sortie du territoire national pour des Algériens titulaires de visas d'études ou d'installation à

l'étranger. Mais avant-hier, l'Institut Pasteur d'Algérie a annoncé l'enregistrement de six cas de variant indien de coronavirus. S'expliquant, le directeur de l'Institut Pasteur d'Algérie, qui était l'invité de la Radio algérienne hier, a indiqué que «le variant indien a été détecté sur un ressortissant indien qui est revenu récemment d'Inde et qui a contaminé d'autres ressortissants indiens travaillant dans un chantier de construction à Tipaza». Selon D' Derrar, la contamination a été circonscrite. Le variant indien détecté en Algérie est «de sous-type 2, il comporte des différences par rapport au mutant hybride circu-

lant actuellement en Inde (absence de la mutation E484K)», a rappelé l'IPA. Selon son directeur, les vaccins actuellement utilisés sont efficaces contre ce variant. Il a souligné que les enquêtes épidémiologiques ont conduit au bouclage du foyer pour empêcher sa propagation. Le directeur général de l'IPA a expliqué que le variant indien est différent de celui répandu en Inde. Il s'agit d'un sous-type qui contient des différences par rapport à la souche mutante actuellement connue en Inde. Fawzi Derrar a souligné qu'après le diagnostic de la première infection par la souche indienne, les autorités compé-

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 282 nouveaux cas et 9 décès

L'Algérie a enregistré 9 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit un cas de moins qu'hier (10), portant à 3 289 le total des morts, a annoncé, hier le ministère de la Santé.

Le nombre de contaminations a connu une forte hausse, avec 282 cas, soit 87 cas de plus par rapport au bilan d'hier (195), pour atteindre, au total, 122 999 cas confirmés.

R. N.

Lutte anti-Covid19

Réception de nouveaux lots de vaccins vendredi

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, est revenu, hier, sur la campagne de vaccination anti-Covid en Algérie lancée fin janvier, et qui accuse un grand retard faute de vaccins.

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a annoncé la réception de nouveaux lots de vaccins à partir de vendredi prochain. Il a exprimé ses préoccupations liées à la propagation du variant indien ainsi que les difficultés liées à la réception des vaccins en raison de l'arrêt des exportations de l'Inde. «La campagne de vaccination se poursuit toujours. On compte recevoir assez de vaccins pour maintenir et accélérer la cadence», a indiqué le ministre, expliquant qu'il y a une forte pression pour obtenir les vaccins dans le monde, sur-

tout après l'interdiction de l'exportation de vaccins en Inde. «L'Inde, qui est un des plus grands producteurs de vaccins dans le monde, a stoppé l'exportation des vaccins pour un usage beaucoup plus domestique», a fait remarquer Benbouzid dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite à l'hôpital Zmirli d'Alger.

Le ministre a confirmé que l'Algérie a conclu de nombreux accords pour acheter des vaccins, notant que la situation épidémiologique à travers le monde est en train de changer, ce qui complique l'obtention du vaccin.

«Les contacts continuent et on a l'espoir que peut-être en juin il y aura plus de commandes. Certains pays auront peut-être moins de dommages. On aura peut-être plus de possibilités», a indiqué

Benbouzid qui a également révélé l'arrivée d'autres lots de vaccins en mai.

«Nous attendons des centaines de milliers de doses de Sputnik, qui se sont engagés à nous donner le restant en mai. Nous avons aussi établi un contrat avec Sinovac. Nous avons reçu 100 000 doses et comptons recevoir 400 000. Nous négocions pour recevoir un million», a-t-il ajouté.

Le ministre de la Santé a fait remarquer que le vaccin n'est pas le seul moyen pour mettre fin à la propagation du virus. «S'il n'y a pas de vaccins, nous devons quand même nous protéger et respecter les mesures barrières.

Les mesures barrières sont fondamentales pour essayer de mettre fin à la propagation de ce virus», a souligné Benbouzid.

Par ailleurs, le ministre de la Santé a qualifié la situation épidémique en Algérie de «stable», en dépit de la hausse des cas de contamination depuis quelques semaines et l'apparition de nouveaux variants. «La situation épidémiologique est relativement stable et nous espérons éviter une troisième vague», a déclaré le ministre de la Santé.

Les spécialistes de la santé redoutent une troisième vague après le laisser-aller observé ces dernières semaines chez les citoyens quant au respect des mesures barrières, d'autant que la courbe des contaminations au coronavirus est ascendante, outre l'augmentation du nombre des cas atteints des variants britannique et nigérian et l'apparition du variant indien.

Louisa Ait Ramdane

A la troisième semaine du ramadhan

Les prix continuent de flamber sur les marchés

■ Les prix des fruits et légumes ne connaissent toujours pas de baisse. Pis, dans différents marchés de la capitale, la mercuriale poursuit son envol.

Par Meriem Benchaouia

A la troisième semaine du ramadhan, les prix restent à un niveau élevé alors que d'habitude passé la première semaine, les prix connaissent une légère diminution. Toujours inaccessibles, les prix des fruits et légumes n'ont pas bougé d'un iota, ils sont toujours hors de portée. Pourtant, le ministre du Commerce avait assuré que la mercuriale allait enregistrer une baisse ces jours-ci. Pour les commerçants, la seule et unique raison c'est le ramadhan. Une excuse qui ne tient pas la route dans la mesure où la frénésie des achats est déjà passée et d'habitude au 22^e jour de ce mois de jeûne la mercuriale devient plutôt clémente. Ainsi, ni les promesses du pouvoir d'un ramadhan sans pénurie et sans flambée, ni les appels des associations de protection du consommateur n'ont pu permettre une



baisse de prix de certains produits alimentaires. En effet, les étals colorés et bien garnis affichant des prix élevés, en particulier pour les fruits de saison, n'empêchent pas les acheteurs de remplir leurs couffins en prévision du repas du ftour. Le citoyen courbe l'échine devant la dure loi implacable de l'offre et de la demande, plus la demande est forte, plus la surenchère augmente. Si cette situation est préjudiciable à plus d'un titre pour les familles, les commerçants, eux, nagent dans le bonheur. Ce mois représente pour eux une période des vaches grasses, idéale pour renflouer les caisses. «*En cette période, les gens affichent une mine de loup affamé et peuvent acheter n'importe quoi. C'est ce qui provoque cette surenchère aux conséquences néfastes pour les revenus moyens*», explique un commerçant rencontré au marché Clauzel à Alger. «*En dépit de la*

hausse des prix de certains produits, on constate une boulimie d'achat chez le citoyen qui malheureusement ainsi son budget», nous a affirmé une dame. Chez Mehdi, un vendeur de légumes et de fruits au sein du souk, constate qu'il y a un grand changement. «*Il y a une grande différence entre l'ambiance du ramadhan et celle des autres mois. Les gens viennent en grand nombre et achètent le plus souvent des fruits : banane, fraise et orange*», nous confie-t-il. Toutefois, la fièvre de la mercuriale est tout à fait injustifiable, si l'on se réfère à l'équation de l'offre et de la demande. La disponibilité des produits est assurée, mais leurs prix ont vertigineusement augmenté. Cette hausse a été constatée dans la grande majorité des marchés algérois. Avec une différence de quelques dinars seulement, les mêmes prix sont ostensiblement affichés au niveau du marché Clauzel,

Ali-Mellah ou le marché couvert de Meissonnier. En effet, le prix de la tomate varie entre 120 et 140 DA. La pomme de terre a aussi sensiblement augmenté puisque le kilogramme de ce produit prisé varie entre 85 et 90 DA. La laitue est cédée entre 140 et 150 DA le kilogramme. Les poivrons et les piquants sont proposés à 120 DA le kilo. Les haricots sont à 300 DA le kg et la courgette est passée de 90 à 100 DA. L'oignon est à 75 DA, les carottes à 100 DA. Le prix des autres légumes a également doublé : haricots verts à 280 DA, chou-fleur à 100 DA, navet à 100 DA, fenouil et aubergine à 110 DA et concombre à 160 DA. Sans oublier le citron dont le prix varie entre 300 et 400 DA le kg. Les fruits de saison ont, eux aussi, pris l'ascenseur, notamment les fraises cédées entre 350 et 400 DA, les oranges à 220 DA et la banane jusqu'à 300 DA.

M. B.

Après le test de collecte des signatures

Les partis politiques à l'épreuve du terrain

Les élections législatives du 12 juin constitueront un double défi pour les partis politiques en lice pour cette joute électorale. Les prétendants au siège de député auront à faire face à la concurrence des autres candidats, mais aussi à celle des adeptes du boycott. La chambre basse du Parlement, frappée de discrédit populaire en raison des pratiques déléteries durant les mandats précédents, ne suscite pas beaucoup d'enthousiasme auprès du peuple. Bien que des mesures ont été prises pour en finir avec la «*chkara*» et propulser de jeunes compétences à la chaîne APN, cela ne pourrait avoir d'impact sans une campagne électorale étudiée et ciblée visant à convaincre les électeurs. Si de nombreux partis et indépendants ont misé sur des candidats jeunes et diplômés d'université pour leur majorité, la qualité et l'intensité de la campagne électorale, sur le terrain ou à travers les réseaux

sociaux, est à même de mobiliser les plus hésitants. Compte tenu des données disponibles, l'on sait déjà que le nombre important de listes indépendantes va certainement changer le paysage politique national. Les partis politiques auront à composer avec, parfois, de jeunes novices en politique, mais qui ont toutes les chances de damer le pion à n'importe quel concurrent, même habitué des législatures. Des leaders politiques conscients de cette réalité ont déjà exprimé des appréhensions quant à la forte présence des listes indépendantes. Mais l'autre défi encore plus grand qui attend les futurs députés est celui de s'imposer sur le terrain, à travers un discours politiques cohérents et convaincant. Ce qui ne sera pas une sinécure en raison notamment de la crise financière que traverse le pays et l'ébullition du front social. Une conjoncture tout compte fait défavorable, que seul un pro-

gramme politique concret et sérieux et une communication politique professionnelle pourront inverser. Certains partis ont divulgué un petit du contenu de leur campagne et de leur éventuelle force de frappe, reflétée par le nombre de candidats présentés. Le Mouvement El-Islah participera officiellement aux législatives avec 470 candidats dans 43 wilayas, en sus d'une liste pour la communauté nationale établie en France. Sa campagne électorale sera menée sous le slogan «*L'Algérie nouvelle, nous la bâtissons ensemble et la protégeons tous*». De son côté, le mouvement Ennahda a mis en garde, par la voix de son secrétaire général, contre les tentatives de certaines parties d'entraver le processus électoral des législatives du 12 juin et de créer des «*tensions sécuritaires*». Ce parti participera avec 289 candidats au niveau de 33 wilayas, après avoir collecté 31 000 signatures. De son côté, le

Deux crises parallèles

Suite de la page une

Pour autant bien sûr que nul bouleversement majeur ne se soit produit entre-temps. Si la Constitution tunisienne était ou entièrement parlementaire ou entièrement présidentielle, il aurait été facile d'en sortir. Une simple dissolution aurait suffi. Il se trouve que le président tunisien ne peut pas dissoudre, du moins dans la situation qui est la sienne aujourd'hui. Par ailleurs, il n'est pas possible de le destituer, ce qui aurait aussi constitué une solution au blocage actuel. Si le président Saïed disposait de l'arme de la dissolution, il s'en servirait sûrement. De son côté si l'Assemblée dominée par Ennahda pouvait le destituer, nul doute qu'elle le ferait. La dissolution comme la destitution étant deux issues impraticables dans le cas présent, bien que l'une et l'autre soient prévues dans le texte constitutionnel, seul le coup de force semble pouvoir débloquer la situation. C'est à cela que semble d'ailleurs tendre le président Saïed en déclarant, ce qu'il a fait il y a quelques jours, qu'il était de par la Constitution le chef de toutes les forces armées, militaires et civiles, pas seulement donc de l'armée. En règle générale, quand on en vient à ce genre de mise au point, c'est qu'on se prépare à passer à l'acte. Si les forces armées sont d'avis qu'il importe par-dessus tout de sortir de l'impasse actuelle, elles se rangeront le moment venu du même côté que le chef de l'Etat. Les forces armées civiles aussi dans ce même cas de figure. Il suffirait de peu de chose pour que ce qui paraîtrait un coup de force pour les uns, un juste rétablissement de la légalité pour les autres, adienne : que le président désigne un ministre de l'Intérieur, une fonction occupée d'après lui indûment par le chef du gouvernement, Hichem Mechichi. Voilà une autre différence entre les deux crises libyenne et tunisienne : celle des deux qui à première vue semblait être le moins pressée par le temps est en réalité celle qui risque le moins de tirer en longueur.

M. H.

parti Tajamou Amal el Djazaïr (TAJ) a annoncé sa participation à travers 49 wilayas avec 542 candidats dont «*80 % ont un niveau universitaire pour une moyenne d'âge de 41 ans*». L'ANR de Belkacem Sahli, lui, a déposé auprès des délégations de wilaya relevant de l'Autorité nationale indépendante des élections 32 465 formulaires répartis sur 35 wilayas, en sus de la participation dans trois circonscriptions électorales de la communauté nationale à l'étranger. Alors que le parti El Karama a d'ores et déjà annoncé qu'il lancera sa campagne électorale pour les élections législatives à partir de Bordj Bou Arreridj. Ce parti a recueilli 31 437 signatures à travers 44 wilayas.

Aomar Fekrache

Sonatrach

Toufik Hakkar reçoit le CEO de la compagnie pétrolière libyenne

Le PDG de Sonatrach, Toufik Hakkar a reçu, hier, à Alger, le CEO de la compagnie pétrolière nationale libyenne (National Oil Corporation Libye), Mustafa Abdulla Sanalla, avec lequel il a évoqué la question de la reprise des activités de Sonatrach en Libye.

«*Le Président directeur général de Sonatrach, Monsieur Toufik Hakkar a reçu, ce jour, au siège de la Société, une délégation de la National Oil Corporation (NOC Libye) conduite par Monsieur Mustafa Abdulla Sanalla, CEO de ladite compagnie*», a précisé un communiqué de Sonatrach.

Lors de cette rencontre, la question de la reprise des activités de Sonatrach en Libye a également été évoquée, a fait savoir le communiqué, tout en rappelant que le groupe Sonatrach opère déjà en Libye (Bassin de Ghadames) à travers sa filiale SIPEX sur deux blocs.

Plusieurs axes de coopération ont été également passés en revue, notamment les activités d'exploration et de production, les services pétroliers et la formation, a ajouté la même source

A la fin de la rencontre, le CEO de la NOC Libye a exprimé «*sa gratitude pour la qualité des travaux réalisés par Sonatrach en Libye couronnés par un ensemble de découvertes*».

Les deux parties se sont félicitées également de la qualité des relations de partenariat entre les deux sociétés et ont appelé à leur renforcement et à l'élargissement des domaines de coopération», a-t-on souligné de même source.

R. E.

Sur décision du président de la République

Le siège du MAE baptisé du nom de Mohamed-Seddik Benyahia

■ Le chef de la diplomatie algérienne, Sabri Boukadoum, a annoncé, lundi à Alger, que sur décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le siège du ministère des Affaires étrangères sera baptisé du nom du diplomate Mohamed-Seddik Benyahia.

Par Hamid N.

«**E**n hommage au parcours du défunt et à ses luttes, et en reconnaissance de Mohamed Essedik Benyahia en tant que symbole pour les générations passées et futures, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé de baptiser le siège du ministère des Affaires étrangères du nom du défunt, Mohamed-Seddik Benyahia», a déclaré Sabri Boukadoum lors d'une cérémonie commémorative du 39^e anniversaire du décès de l'ancien ministre des Affaires étrangères.

La cérémonie a été marquée notamment par la présence du président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, du Conseiller du président de la République, Abdelhafid Allahoum, de membres du gouvernement et de cadres du ministère des Affaires étrangères. Soulignant les sacrifices de ce diplomate infatigable,

Pôle urbain d'Ighzer Ouazarif / Béjaïa Pose de 1000 compteurs d'eau potable

UNE OPÉRATION de pose de 1000 compteurs est menée depuis quelques jours au niveau du pôle urbain Ighzer-Ouazarif ou sont implantés plus de 16 000 unités de logements de différentes formules par plusieurs entreprises créées dans le cadre de l'ANSEJ devenue depuis peu ANADE. Ces entreprises sont conventionnées avec l'Algérienne des eaux (ADE) de Béjaïa et cela va permettre de hâter l'installation des équipements comme prévu et par ricochet la livraison aux acquéreurs impatients de s'y abriter. La pose des compteurs a été entamée au niveau de la cité AADL du pôle urbain", a souligné la cellule de communication de la wilaya. Et d'ajouter : "en raison des conditions exceptionnelles que traverse notre wilaya affectée par les derniers séismes et eu égard à la nécessité l'accélération de l'opération de relogement des sinistrés, l'ADE a procédé à l'installation systématique et sans formalité des compteurs dans un esprit de solidarité". Et d'inviter les nouveaux résidents à se rapprocher à l'agence de Qued Ghir, à côté du siège de l'APC pour régulariser leurs dossiers d'abonnement et s'acquitter des frais d'abonnement et pose de compteurs". Pour rappel quelques 5000 unités devraient livrées dans les tout prochains mois.

H. C.

Boukadoum a indiqué qu'il était aujourd'hui important pour tout le corps diplomatique d'évoquer son militantisme pour la préservation des intérêts suprêmes de l'Algérie et l'adaptation des performances diplomatiques aux exigences de la conjoncture, notamment en ce qui concerne la consolidation de la paix et la stabilité dans la région.

Le défunt est considéré comme l'un des responsables algériens qui ont parfaitement mené les batailles de libération et d'édification, a ajouté le ministre, relevant qu'il avait dirigé la diplomatie algérienne avec distinction entre 1979 et 1982.

Citant les réalisations des plus marquantes du défunt, Boukadoum a rappelé sa contribution précieuse dans la résolution de la crise des otages américains en Iran et sa médiation pour mettre fin à la guerre entre l'Irak et l'Iran, appelant les jeunes «à redoubler d'efforts et à être à la hauteur des défis auxquels l'Algérie est confrontée».

Intervenant à cette cérémonie, le président du Conseil de la Nation, Salah Goudjil, est revenu sur la riche carrière de Mohamed-Seddik Benyahia et sur les étapes ayant marqué son parcours.

M. Goudjil a souligné son rôle important lors des négociations ayant abouti à la signature des

accords d'Evian et celles ayant conduit à la libération des otages américains en Iran.

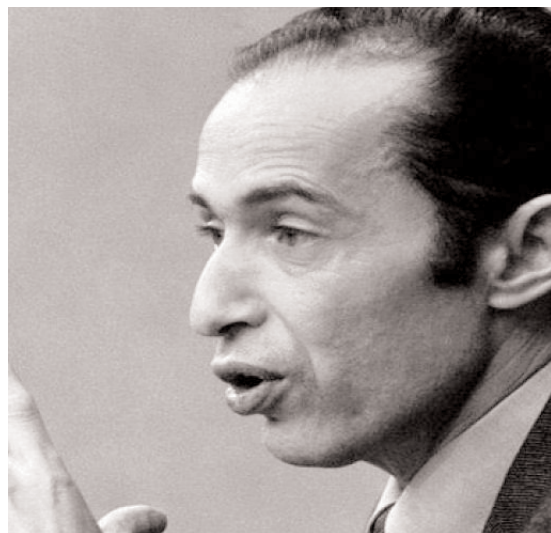
M. Goudjil a décrit Seddik Benyahia comme un «*homme de synthèse*», capable de trouver des solutions aux différents problèmes eu égard à sa connaissance approfondie des enjeux internationaux.

Mettant en exergue l'importance de sauvegarder la mémoire nationale, le président du Conseil de la nation a salué la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de consacrer le 8 mai de chaque année, «*jour* nationale de la mémoire».

Evoquant les circonstances du décès de Seddik Benyahia lors du crash d'avion du 3 mai 1982, M. Goudjil a indiqué que la partie algérienne a mené une enquête indépendante sans recourir à une expertise étrangère.

«*Les conclusions de l'enquête que nous avons remis à la partie irakienne a déterminé que le missile qui a causé l'accident était un missile soviétique lancé par un avion irakien*», a-t-il précisé.

L'ancien ministre Mohamed-Seddik Benyahia, décédé dans un accident d'avion le 3 mai 1982, incarnait l'homme d'Etat dévoué et le diplomate infatigable qui a fait connaître la guerre de Libération dans le monde



PND.R.

et servi le pays avec abnégation et humilité après l'indépendance.

Né le 30 janvier 1932 à Jijel, Mohamed-Seddik Benyahia, cet «*homme hors normes*», comme le qualifiait son compagnon de lutte, Rédha Malek, et au parcours irréprochable, avait marqué par son courage et son sens du sacrifice l'histoire du mouvement national et celle de l'Algérie combattante et indépendante.

Désigné à la tête de la diplomatie algérienne en 1979,

Mohamed-Seddik Benyahia était au service de la paix dans le monde. L'histoire retient encore aujourd'hui, 39 ans après sa disparition dans un tragique crash d'avion, son rôle dans le dénouement de la crise des 52 américains retenus otages pendant 444 jours au siège de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran, en amenant les deux parties à signer l'accord d'Alger le 19 janvier 1981.

H. N.

Défis impactant la paix et la sécurité internationales

Formation pour les magistrats algériens

Les magistrats algériens bénéficieront, du 2 au 6 mai en cours, d'une formation à distance visant à comprendre les défis qui peuvent impacter la paix et la sécurité internationale et à examiner les aspects relatifs au blanchiment d'argent issu de la traite des personnes et du trafic de migrants.

«*Dans le cadre de la coopération avec le Centre de politique de sécurité de Genève, deux magistrats participent en ligne à une session de formation sur les nouvelles problématiques du 21^e*

siècle, notamment l'identification de l'environnement de sécurité actuel pour relever les défis de demain», a indiqué le ministère de la Justice sur son site officiel. Cette session a pour objectif de «*comprendre les nouveaux défis émergents pouvant impacter la paix et la sécurité internationales et de doter les participants d'outils à même de leur permettre une identification rapide des ces défis et l'apport de réponses adéquates*», a ajouté la même source.

Par ailleurs, et dans le cadre

de la coopération avec le Groupe d'action financière internationale du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (GAFI MOAN), deux magistrats participent en ligne à un atelier de formation sur «*le projet de blanchiment d'argent issu de la traite des personnes et du trafic de migrants*», a poursuivi le ministère.

Un nombre d'organisations internationales et groupes régionaux, à leur tête le GAFI et le Groupe Egmon du renseignement financier et l'Office des Nations unies contre le crime et

la drogue (ONUDC) seront présents à cet atelier, durant lequel il sera passé en revue le rapport de ce projet et certains articles essentiels dans ce sens, à savoir l'ampleur de la problématique, les outils et méthodes utilisés pour commettre ce type de crime dans la région MENA, ainsi que les principaux paramètres de suspicion et d'autres aspects liés aux résultats du rapport, en plus des observations des Etats ayant reçu le rapport, a conclu le ministère.

Maya H.

Mouvement de protestation des agents de la PC Mesures de suspension de 230 éléments

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a fait état, lundi, de mesures de suspension «*dans un premier temps*» et de poursuites judiciaires «*en deuxième temps*» contre 230 agents de la Protection civile (PC) ayant observé un mouvement de protestation «*contraire au statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de*

la Protection civile». Le ministère précise dans un communiqué que «*des mesures de suspension ont été décidées, dans un premier temps, contre 230 agents en application des dispositions de l'article 173 du Statut général de la Fonction publique, avec engagement de poursuites judiciaires, dans un deuxième temps*». Ces mesures interviennent en application des articles 28 et 29 du décret exécutif 11-

106, du 06 mars 2011, portant Statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de la Protection civile, et après la flagrante et grave violation, par certains agents, des dispositions des deux articles sus cités, souligne la même source.

Il s'agit là, poursuit le communiqué, d'«*une trahison aux obligations et responsabilités qui leur incombent, dont l'objectif*

principal est d'attenter à la stabilité et d'entacher la crédibilité de ce corps».

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement territorial a réitéré son appel aux affiliés de ce corps à «*ne pas céder aux voix tendancieuses qui visent à déstabiliser cette institution publique régulière, objet de tout respect et reconnaissance*».

M. O.

Prix

Le pétrole en hausse grâce à la levée des restrictions en Europe

■ Les prix du brut étaient en hausse mardi, soutenus par la perspective du redémarrage de l'activité et des voyages dans certains pays européens, notamment le Royaume-Uni.



P.H.D. R.

Par Salem K.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet prenait 1,76 % à 68,75 dollars,

et le WTI, coté à New York, pour livraison juin, s'appréciait de 1,69 % à 65,58 dollars.

Les cours profitaient de la perspective d'une reprise de l'activité dans plusieurs pays euro-

péens, «particulièrement ceux où le pourcentage de la population qui a reçu au moins une dose de vaccin avoisine 20 à 25 %», notent des analystes.

Lundi a marqué la fin des res-

trictions de déplacement en France, première étape dans le déconfinement progressif du pays engagé par le gouvernement.

Le gouvernement britannique devait de son côté annoncer hier le feu vert à une reprise partielle des voyages internationaux, avec un code de trois couleurs selon le niveau épidémique de la destination et les mesures sanitaires pour pouvoir y aller et au retour.

La hausse des prix de l'or noir était toutefois tempérée par la situation en Inde, géant émergent en proie à une vague meurtrière de Covid-19.

Selon des experts, le total de la demande indienne pour des produits comme l'essence, le diesel et le kérosène, devrait plonger sous le seuil de 4 millions de barils par jour en mai, les nouvelles restrictions liées au Covid-19 plombant la mobilité.

Toutefois, malgré la demande

en baisse en Inde, il est probable que le pétrole va regagner du terrain vers 70 dollars le baril dans les mois à venir, à mesure que la demande mondiale revient en territoire positif.

S. K.

Marchés Le maïs américain continue de tirer les prix des céréales

La forte hausse des prix du maïs américain, soutenue par les inquiétudes sur les cultures au Brésil, soutient l'ensemble du marché des céréales, dont les prix repartaient en très nette hausse lundi à la mi-journée.

«C'est le leitmotiv de ce début de semaine, le stress lié aux perspectives de repli de production de la deuxième récolte brésilienne en raison de conditions très sèches ou de problèmes de gel, selon les régions», a expliqué Gautier Le Molgat, analyste au cabinet Agritel. Au Brésil, 75 % des surfaces de maïs sont semées en deuxième récolte en février sitôt le soja moissonné. «C'est ça qui tire le marché dans un contexte où aux Etats-Unis ça doit aller mieux en termes d'avancées des semis», a ajouté M. Le Molgat.

Le boisseau (environ 25 kilos) de maïs américain a progressé d'un dollar sur le marché de Chicago la semaine dernière, passant de 6 à 7 dollars, sur l'échéance rapprochée (ancienne récolte). Compte tenu de la publication lundi prochain d'un rapport mensuel du ministère américain de l'Agriculture sur la production mondiale de céréales, des prises de bénéfices pourraient intervenir ces prochains jours et peser sur les cours, selon M. Le Molgat.

Il n'envisage pas toutefois une baisse durable des cours dans l'immédiat, notamment pour le blé tendre, tant qu'il n'y aura pas de précipitations significatives sur les cultures, que ce soit aux Etats-Unis ou en Europe.

Le Conseil international des céréales (CIC) a publié récemment un indice des prix céréaliers et oléagineux «au plus haut sur huit ans», affichant un gain de 8 % comparé à mars, a rapporté le cabinet Inter-Courtage dans une note publiée lundi.

En cause, «les inquiétudes météorologiques et des prévisions d'offre abaissées ont provoqué de nets raffermissements des cours à l'exportation en maïs, blé, soja et orge», selon son rapport mensuel.

«Cette situation tendue vient notamment des stocks mondiaux, au plus bas sur cinq ans», a précisé Inter-Courtage.

R. E.

Bourse

Wall Street termine en ordre dispersé, le secteur technologique en retrait

Les indices de la Bourse de New York, qui avaient commencé la première séance de mai dans le vert lundi, ont conclu en ordre dispersé, les titres industriels tirant vers le haut le Dow Jones tandis que le secteur technologique a affaibli le Nasdaq.

Selon des résultats définitifs, l'indice des valeurs vedette Dow Jones a conclu en hausse de 0,70 % à 34 113,23 points. Le Nasdaq, à forte concentration technologique, a perdu 0,48 % à 13 895,12 points. Le S&P 500 a avancé de 0,27 % à 4 192,66 points. Une petite moitié des onze secteurs du S&P 500 étaient dans le rouge, à commencer par les produits de grande consommation (-0,66 %), le secteur de la communication (-0,39 %) et celui des technologies de l'information (-0,22 %). En revanche, les secteurs de

l'énergie ont bondi (+2,91 %) dans le sillage de la hausse des prix du brut, mais aussi ceux des matériaux (+1,53 %) et des industries (+1,03 %).

L'indice ISM des directeurs d'achat publié lundi s'est établi à 60,7 %, soit une baisse de 4 points par rapport à mars. C'est également bien moins que les attentes qui tablaient sur une petite hausse, à 65,3 %.

Un indice supérieur à 50 % signifie que l'activité est en expansion.

Le calendrier des résultats d'entreprises sera un peu plus léger cette semaine après la salve de la semaine précédente qui avait vu des chiffres triomphants pour les «Gafa» (Google, Amazon, Facebook et Apple).

Jusqu'ici, 87 % des compagnies du S&P 500 ayant annoncé leurs résultats trimestriels ont dépassé de presque 20 % les

prévisions des analystes pour leurs bénéfices, notait Art Hogan de National Securities.

Hier, le laboratoire Pfizer devait publier ses résultats trimestriels, suivi de General Motors (GM) et d'Uber aujourd'hui.

Sur le front des indicateurs, les investisseurs vont guetter vendredi les chiffres officiels de l'emploi pour avril, après une première estimation aujourd'hui de créations de postes dans le secteur privé, par l'enquête ADP.

Au rang des actions du jour, l'opérateur de télécommunications Verizon a grappillé 0,22 % après avoir annoncé qu'il cédait sa branche médias, issue des acquisitions de Yahoo et d'AOL, au fonds d'investissements Apollo pour un total de 5 milliards de dollars.

Le groupe de cosmétiques

Estée Lauder a perdu presque 8 %, malgré des ventes en hausse grâce aux produits de soins. Les ventes de maquillage, plombées par la pandémie, ont toutefois déçu et le chiffre d'affaires a été inférieur aux attentes des analystes. L'action de Berkshire Hathaway a grimpé de 1,54 % après que le milliardaire Warren Buffett a annoncé à la chaîne CNBC le nom de son successeur, Greg Abel, à la tête de l'immense holding lorsque M. Buffett quittera ses fonctions.

Les rendements sur les bons du Trésor sont à 1,60%, alors qu'un haut responsable de la Banque centrale américaine – le président de la Fed de New York, John Williams – a encore tenu des propos rassurants sur l'inflation, affirmant qu'il ne fallait pas «surréagir» à la hausse des prix actuelle.

Mahi N.

Hydrocarbures

Le bénéfice net d'Aramco en hausse de 30 % au 1^{er} trimestre 2021

Le groupe pétrolier Saudi Aramco a enregistré un bond de 30 % de son bénéfice net au premier trimestre 2021, par rapport à la même période de l'année précédente, grâce notamment au rebond des cours du pétrole, a-t-il annoncé hier. «Le résultat net d'Aramco a atteint 21,7 milliards de dollars au premier trimestre, soit une hausse de 30 % par rapport aux 16,7 milliards réalisés au premier trimestre 2020», a précisé le groupe dans un communiqué.

Le géant saoudien a expliqué ce bond par «un marché du pétrole plus solide et par des marges

supérieures dans le raffinage et la chimie, éléments qui ont compensé en partie une production inférieure». Les cours du pétrole ont progressé ces derniers mois grâce à l'allègement des restrictions liées à la pandémie de coronavirus et aux campagnes de vaccination qui ont entraîné une relance de l'activité et de l'économie dans le monde : le baril de Brent de la mer du Nord a atteint en moyenne 61,1 dollars au cours du trimestre, contre 50,1 dollars un an auparavant et 44,2 dollars au quatrième trimestre de 2020. Une situation dont les groupes pétroliers comme ExxonMobil,

Chevron, Eni, BP Shell ou encore Total, ont profité au vu de leurs résultats publiés récemment. «Le contexte de reprise économique mondiale a permis de renforcer les marchés de l'énergie et la flexibilité opérationnelle d'Aramco, son agilité financière et la résilience de nos employés ont contribué à une bonne performance au premier trimestre», a relevé Amin Nasser, P-DG d'Aramco, cité dans le communiqué. L'Arabie saoudite cherche à capitaliser sur ses atouts dans le domaine de l'énergie pour générer des fonds, afin de financer ses ambitieux projets de diversification destinés à rédui-

re la dépendance du pays envers les revenus pétroliers.

Aramco a annoncé en avril avoir vendu pour 12,4 milliards de dollars une participation minoritaire dans une entreprise de pipelines à la firme américaine EIG Global Energy Partners. Par ailleurs, le groupe a cédé en Bourse en décembre 2019 une partie de son capital, récoltant 29,4 milliards de dollars. Le prince héritier Mohammed ben Salmane a indiqué fin avril que Ryad avait entamé des discussions avec une firme étrangère afin de lui vendre 1 % du capital d'Aramco.

O. N.

Ouargla

La gestion du patrimoine phœnicicole, thème d'un prochain séminaire

■ La gestion du patrimoine phœnicicole dans les oasis algériennes sera le thème d'un séminaire national prévu le 30 juin prochain à l'Université Kasdi-Merbah de Ouargla (UKMO), a-t-on appris, hier, auprès de cet établissement de l'enseignement supérieur.

Par Siham B.

Cette rencontre vise à élaborer un état des lieux de la phœniciculture, dresser un

Ferrovial Annaba Le plan de charge reflète la diversification de la production

Le plan de charge de l'Entreprise nationale de construction de matériels et équipements ferroviaires (Ferrovial) d'Annaba «reflète l'orientation économique adoptée par cette entreprise pour se repositionner sur le marché national, et ce, à travers la diversification des productions et la promotion de la sous-traitance industrielle», a appris, lundi, l'APS du directeur général de l'entreprise. Cette orientation se concrétise à travers le lancement par l'entreprise de la production de fours, incinérateurs et petites locomotives destinées aux activités minières, en plus de transporteurs de matériel et stations-service mobiles, a souligné M. El Amri Bouyoucef. Le plan de charge de l'entreprise Ferrovial pour l'exercice 2021 comprend la production et la remise de transporteurs de matières de 55 m³ de volume, des incinérateurs industriels d'une capacité de 180 kg à l'heure destinés au traitement des produits chimiques, pharmaceutiques et les déchets hospitaliers, en plus de petites locomotives utilisées dans les activités minières et autres produits industriels utilisés dans le domaine économique, a-t-il déclaré. Par ailleurs, l'entreprise Ferrovial Annaba œuvre à développer les activités d'entretien industriel à travers la création d'une base d'entretien des conteneurs à la wilaya de Bejaïa et autres bases prévues dans les zones d'activité de transport maritime par conteneur, a précisé le même responsable. L'entreprise Ferrovial prévoit, à travers les conventions de partenariats dans les domaines en rapport avec l'exploitation minière et le développement technologique en cours de conclusion avec des laboratoires nationaux de recherche, la promotion d'autres produits industriels qui répondent aux besoins des opérateurs économiques dans les différents domaines économiques, a ajouté la même source. Ferrovial Annaba emploie plus de 500 travailleurs, dont 250 employés recrutés durant les trois dernières années, a-t-on fait savoir. **R. R.**

bilan de la recherche pour le laboratoire et confronter les résultats avec d'autres chercheurs au niveau national, proposer des méthodes de gestion à tous les niveaux pour un développement plus durable et plus rationnel et identifier les contraintes dans un cadre pluridisciplinaire, a-t-on précisé.

Les anciennes oasis du Sud algérien sont confrontées à une dégradation indéniable dont les causes avérées sont parfois l'objet d'un débat controversé surtout en matière de hiérarchisation, selon les organisateurs. La diversité de ces causes impose une démarche pluridisciplinaire pour les cerner véritablement et proposer des programmes de sauvegarde des palmeraies, ont-ils ajouté.

Dans les nouveaux espaces agricoles aménagés, la problématique reste différente et se pose en termes de durabilité des systèmes de production et de choix de systèmes de cul-



tures et des techniques de production.

La gestion des espaces agricoles, autrement dit la prise de décision en milieu agricole, demeure un thème récurrent pour les pouvoirs publics, mais aussi pour d'autres acteurs et principalement pour les agriculteurs. Ce rendez-vous scientifique qui sera organisé en visioconférence à partir de l'université de Ouargla, sera une

occasion de débattre sur la question de la gestion des palmeraies du Sud algérien, de son efficacité et son impact sur le milieu, sur la durabilité du développement qui est supposé en être enduit.

Initié par le laboratoire de recherche sur la phœniciculture relevant de la faculté des sciences de la nature et de la vie à l'UKMO, ce 1^{er} Séminaire national sur la gestion du patri-

moine phœnicicole dans les oasis algériennes s'articulera sur quatre thèmes principaux.

Il s'agit de la «durabilité des systèmes agricoles oasiens», «la mise en valeur des terres en régions sahariennes», «les protections des espaces agricoles sahariens» et «la valorisation, la technologie et la biotechnologie des produits de la palmeraie», ont indiqué les organisateurs. **S. B.**

Projet du CHU de Ouargla

Benbouzid insiste sur lancement de l'appel d'offres

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, P^r Abderrahmane Benbouzid, a mis l'accent, lundi à Ouargla, sur la nécessité d'accélérer les procédures afin de lancer l'appel d'offres relatif au projet du Centre hospitalo-universitaire (CHU) retenu en faveur de la wilaya. «Il est nécessaire de lancer l'appel d'offres dans les meilleurs délais pour concrétiser ce projet conformément à un délai de réalisation bien déterminé et des mesures extrêmement strictes», a affirmé le ministre lors de sa visite de l'assiette foncière identifiée pour accueillir le projet.

«La réalisation de ce projet doit être confiée à une entreprise réalisatrice qualifiée, dotée de crédibilité, d'expérience et de respect des engagements», a-t-il insisté.

Il s'agit d'un site bien desservi par les services de transport et jouxtant plusieurs infrastructures, notamment la gare multimodale, le pôle universitaire-3, ainsi que les axes routiers menant vers les villes de Tougourt et Ghardaïa, selon les explications fournies à la délégation ministérielle.

Les différentes contraintes constatées au début de l'étude technique sont déjà réglées par les autorités de la wilaya, ont indiqué des représentants du bureau d'études concerné par ce projet.

Implanté dans le flanc Ouest de la ville de Ouargla sur une surface de 23,50 hectares et d'une extension de 7,50 hectares, relevant du domaine privé, ce projet est composé de différentes installations médicales modernes et 50 logements d'astreinte, a-t-on ajouté.

D'une capacité d'accueil de 400 lits, le CHU de Ouargla qui disposera de différentes installations, dont des pôles d'hospitalisation, un service des urgences médico-chirurgicales, un bloc pédagogique et des logements d'astreinte, permettra d'assurer les conditions de confort, dans un environnement sain et sécurisé, pour le personnel médical, les malades et leurs accompagnateurs, a-t-on signalé.

Il sera concrétisé conformément à un mode d'architecture répondant aux spécificités oasiennes, culturelles et bioclimatiques de la région, avec l'intégration des énergies

renouvelables et la végétalisation des espaces extérieurs, selon sa fiche technique.

Au cours de sa visite, le ministre s'est enquis du fonctionnement de l'hôpital psychiatrique implanté dans la localité de Lahdeb (commune de Rouissat), tout en étant à l'écoute des préoccupations soulevées par le personnel, notamment le déficit enregistré en matière de capacités d'accueil de cette structure de santé, les médecins spécialistes, les paramédicaux, les agents de sécurité et les moyens de transport.

D'une capacité d'accueil de 120 lits, cet hôpital à vocation régionale, a enregistré 1.605 consultations médicales et plus de 183 cas d'urgence, ainsi que 251 consultations psychiatriques de l'enfant durant le premier trimestre de l'année en cours.

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, P^r Abderrahmane Benbouzid, a clôturé sa visite dans la wilaya de Ouargla par une rencontre avec des cadres de son secteur et représentants de la société civile. **Hatem N.**

Législatives du 12 juin

435 bureaux de vote, dont 4 itinérants, prévus à Béchar

Au total, 435 bureaux de vote, dont quatre bureaux itinérants, sont prévus dans la wilaya de Béchar dans le cadre des préparatifs pour les législatives du 12 juin prochain, a-t-on appris, hier, auprès de la délégation de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie).

Les bureaux de vote seront chapeautés par 63 centres de vote éparpillés à travers les 11 communes de la wilaya, a précisé le responsable de la communication de cette instance locale, Mohamed Djermane.

Les quatre bureaux itinérants qui sillonnent les zones éloignées des communes de

Bechar, Beni-Ounif et Abadla, seront encadrés par 28 agents retenus à cette occasion, a-t-il indiqué.

Il s'agit des zones reculées d'Oued Namous, Rosf Ettayba et Fendi, a-t-il détaillé.

Un total de 3 045 agents choisis dans le cadre de la plateforme numérique de la même délégation locale, encadreront cette échéance électorale, dont 315 agents mobilisés pour encadrer les centres de vote, selon ce responsable.

Un dispositif sanitaire «Spécial vote» sera mis en place au titre de la prévention et la lutte contre la propagation du Covid-19, en

étroite collaboration avec la direction locale du secteur de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Les autres moyens humains, logistiques et un dispositif sécuritaire seront mobilisés pour assurer le bon déroulement de ces élections législatives, a-t-il signalé.

La délégation locale de l'Anie examine actuellement les dossiers de candidatures déposés par 18 partis politiques et 30 listes d'indépendants, pour briguer les trois sièges prévus pour la wilaya de Béchar à l'Assemblée nationale populaire (ANP), a indiqué M. Djermane. **Slim O.**

Journée mondiale de la liberté de la presse

La corporation félicitée par des responsables de plusieurs secteurs et partis

■ La corporation journalistique a reçu, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, des félicitations et vœux de plusieurs responsables de secteurs et de partis politiques, qui ont valorisé son rôle dans l'éclairage de l'opinion publique et dans la lutte contre les campagnes médiatiques tendancieuses visant l'Algérie.



Par Halim N.

Acette occasion, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Lachemi Djaaboub, a réitéré, dans un message de vœux, son

attachement à maintenir «l'interaction et le contact permanents» avec les journalistes et les professionnels des médias, «en tant que partenaires essentiels du secteur dans la démarche d'activation de l'information sectorielle et la

transparence de son action». Il a loué, dans ce sens, leurs efforts dans l'accompagnement du secteur «en vue de la diffusion d'informations fiables» et leur contribution «effective et efficace» à informer et éclairer l'opinion publique sur les activi-

tés et l'actualité du secteur du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

De son côté, le ministère de la Défense nationale a exprimé aux journalistes sa «parfaite considération et reconnaissance pour les efforts colossaux consentis afin d'éclairer l'opinion publique par une information fiable et de contrer les différentes campagnes médiatiques malveillantes visant notre pays».

Par ailleurs, le président du mouvement El Bina El-Watani, Abdelkader Bengrina, a adressé un message de félicitations à la famille médiatique, lui exprimant sa considération pour les sacrifices et efforts consentis dans l'accomplissement de leur mission.

Il a affirmé, dans ce contexte, que le mouvement El Bina El-Watani «n'a eu de cesse de militer pour le renforcement de la liberté d'opinion et d'expression dans le cadre d'un Etat de droit, de démocratie et de liberté d'expression», étant «un composant essentiel de la société algérienne démocratique, dont a besoin notre démocratie dans le projet de l'Algérie nou-

velle pour prospérer».

Se disant convaincu que «la consolidation de la liberté d'expression, d'opinion et de la presse ne saurait être concrétisée que dans le cadre du changement serein», M. Bengrina a appelé à «la promotion et l'approfondissement du dialogue élargi avec les acteurs de la presse et de l'information pour davantage de réformes afin de réaliser plus d'acquis médiatiques et les préserver».

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, avait lui aussi félicité la famille de la presse, en tweetant : «Nous célébrons aujourd'hui la Journée mondiale de la liberté de la presse, et la presse nationale vit une mutation qualitative imposée par l'environnement numérique et ses enjeux, dont la lutte contre les fake news et l'instauration d'un espace pour un dialogue responsable et équilibré en vue d'éclairer l'opinion publique». «Mes félicitations à la famille de la presse. Tous mes vœux de succès aux journalistes pour faire parvenir leur message», a ajouté M. Djerad.

H. N.

Promotion du tourisme intérieur

Appel à l'exploitation économique du patrimoine culturel

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a insisté, lundi depuis Laghouat, sur l'impérative exploitation économique du patrimoine culturel en vue de promouvoir le tourisme intérieur.

«Le slogan exploitation économique du patrimoine culturel en Algérie doit être concrétisé par la revitalisation des sites patrimoniaux à travers le pays pour la promotion du tourisme domestique», a affirmé M^{me} Bendouda lors de sa visite dans la wilaya.

Soulignant que son secteur s'attelle au recensement du patrimoine matériel et immatériel que recèle le pays et à sa re-

talisation en veillant à la préservation de son identité civilisationnelle et historique, la ministre a cité, dans ce sens, les opérations de rénovation des différents palais et monuments.

M^{me} Bendouda a donné le coup d'envoi du projet de rénovation de la mosquée antique «Sidi Mohamed El-Habib Tidjani» située au Ksar Ain Madhi, pour lequel une enveloppe de 40 millions DA a été débloquée. Les délais du projet sont fixés à une année.

Selon les explications fournies à la délégation ministérielle, le plus important espace en cours de restauration est le lieu de naissance du Cheikh Ahmed Tidjani

«fondateur de la Tidjania».

La ministre a également reçu des explications exhaustives sur le projet de réaménagement du ksar «Qourdane» à Ain Madhi et du cimetière de la famille Tidjane.

Le Khalife général de la confrérie, Cheikh Mohamed Ben Ali El-Arabi Tidjani, a reçu la ministre de la Culture et des Arts au siège de la confrérie à Ain Madhi.

A cette occasion, le Khalife général de la confrérie a souligné l'importance de prendre en charge les monuments historiques à caractère religieux et spirituel, dont la zaouia Tidjania.

La visite de la ministre a été clôturée

par l'inauguration du théâtre régional (700 sièges) au chef-lieu de la wilaya.

Selon la fiche technique du projet, une enveloppe de 793 millions DA a été consacrée à cette structure culturelle (réalisation et équipement) d'une superficie de 10 600 m².

Estimant que le niveau culturel élevé des artistes de la wilaya de Laghouat méritait une structure importante comme le théâtre régional, M^{me} Bendouda a souhaité qu'elle soit préservée et érigée en pôle de l'art et de la culture au niveau local, régional, national et même international.

Hani B.

Technologie

Huawei dote 5 universités algériennes de salles de formation informatique

L'entreprise chinoise des télécommunications, Huawei Algérie, a doté cinq universités et établissements du secteur de l'enseignement supérieur, en salles de formation informatique de «haute performance», indique, hier, Huawei dans un communiqué.

Il s'agit de l'Institut national de la Poste et des technologies de l'information et de la communication (INPTIC) d'Eucalyptus à Alger, l'Institut national des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication (INTTIC) d'Oran, de l'Université de Saida, D'

Moulay Tahar, de l'Université des sciences et technologies Houari-Boumediene (Alger) et de l'Ecole nationale supérieure d'informatique d'Alger.

Cette dotation s'inscrit dans le cadre du programme de formation «Algérie Huawei ICT Académie» dédié aux universités et ouvert à l'international, indique la même source, soulignant que la formation est ouverte aussi bien aux étudiants et aux enseignants qu'aux instructeurs professionnels, bénéficiant ainsi des «dernières technologies de Huawei». A travers ce programme, les étudiants auront un accès facile et direct aux

salles de formation de Huawei. «Cela a créé également une relation plus étroite entre le monde de l'université et l'entreprise et l'employeur (académique et théorique)», explique Huawei Algérie, ajoutant que les universités participantes accèdent à des cours de TIC dispensés par des instructeurs de Huawei agréés. «En tant que partenaire des universités algériennes dans le domaine des TIC, et par le biais de divers projets d'écosystème de talents, tels que ICT compétition, ICT Académie et Seeds for the Future, Huawei répond à l'orientation stratégique de l'Algérie sur la trans-

formation numérique et l'encouragement des jeunes à innover», indique le communiqué, qui relève que les responsables des universités et instituts concernés par cette opération de donation «ont affiché leur satisfaction quant à l'accompagnement de Huawei envers leurs instituts». Pour rappel, un mémorandum d'entente avait été signé entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et Huawei Algérie en 2018, visant à la création des «Huawei ICT Academy» dans différents établissements universitaires.

R. S.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE TIZI OUZOU
DAIRA DE OUAGUENOUN
COMMUNE DE TIMIZART
DEMANDE DE CERTIFICAT DE POSSESSION

En application du décret exécutif n° 91-254 du 27/07/1991, fixant les modalités d'établissement et de délivrance du certificat de possession institué par l'article 39 de la loi n° 90-25 du 18/11/1990, portant réglementation foncière, M. Berkane Mourad a formulé une demande dans laquelle il confirme sa prise de possession d'un terrain dénommé Thimeseyine, situé à Ait Ahmed, commune de Timizart, wilaya de Tizi Ouzou, d'une superficie de 546,00 m², limité dans son ensemble :

Au nord : Par un accotement et un CW N° 06 le séparant de la propriété Mezala Ali

A l'est : Par la propriété Berkane Cherif

Au sud : Par un passage familial le séparant de la propriété des héritiers Berkane Amar et la propriété Berkane Cherif

A l'ouest : Par la propriété Berkane Brahim
A cet effet, toute personne désirant s'opposer à l'établissement dudit certificat de possession, est priée de saisir l'APC de Timizart par écrit dans un délai de deux (02) mois à compter de la date de la parution au quotidien national.



G7

Recherche d'un front commun face à la Chine

■ Les ministres des Affaires étrangères du G7 ont discuté, hier, d'un possible front commun face à une Chine de plus en plus affirmée sur la scène internationale, lors de leur première réunion en personne en plus de deux ans.

Par Mourad M.

Au lendemain d'un dîner consacré aux programmes nucléaires de l'Iran et de la Corée du Nord, les chefs de la diplomatie du club des pays riches ont ouvert des discussions formelles hier dans le centre de Londres, se saluant par un coup de coude, comme de rigueur durant la pandémie.

Leur première réunion a été consacrée à la Chine, acteur économique incontournable dont la volonté de s'affirmer comme une puissance militaire et d'exercer son influence dans le monde inquiète les capitales occidentales.

«Notre objectif n'est pas d'essayer de juguler la Chine», a confié le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, lundi, à des journalistes.

«Ce que nous essayons de faire, c'est de faire respecter

l'ordre international fondé sur des règles, dans lequel nos pays ont tellement investi ces dernières décennies (...) pas seulement dans l'intérêt de nos propres citoyens, mais aussi des peuples à travers le monde, dont la Chine», a-t-il ajouté.

M. Blinken s'est engagé à une «coopération robuste» avec le Royaume-Uni pour faire pression sur Pékin concernant la répression du mouvement pro-démocratie à Hong Kong et celle de la minorité musulmane ouïghoure dans la région du Xinjiang, qualifiée de «génocide» par Washington.

Forts de leur «relation spéciale», Londres et Washington ont adopté des approches communes en matière de politique étrangère, en particulier à l'égard de la Russie et de la Chine.

Lors d'une conférence de presse lundi, le ministre britannique des Affaires étrangères, Dominic Raab, dont le pays

assure la présidence du G7, a déclaré que la «porte était ouverte à une amélioration des relations avec la Chine, pour travailler avec elle de manière constructive notamment en matière de changement climatique». «Mais cela dépend du comportement et des actes», a-t-il ajouté.

Jusqu'à aujourd'hui, les chefs de la diplomatie de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Japon et du Royaume-Uni, tentent de s'accorder sur des réponses conjointes aux menaces mondiales.

Outre la Chine, la Birmanie, la Libye, la Syrie et la Russie sont à l'agenda des discussions, avant le sommet des chefs d'État et de gouvernement en juin dans le sud-ouest de l'Angleterre.

Ils doivent évoquer aussi les violences en Éthiopie, l'Iran et la Corée du Nord, la Somalie, le Sahel et les Balkans, autant de «problèmes géopolitiques pressants qui sapent démocratie, libertés et droits humains», selon Londres.

Après une rencontre lundi avec son homologue américain, Dominic Raab a appelé à une approche unifiée «au moment où c'est le plus nécessaire pour affronter les défis communs et les menaces grandissantes».

Les rencontres entre les participants se font selon un strict protocole en raison de la pandé-



Ph. D. B.

mie, avec délégations réduites, masques, distanciation et parois transparentes.

Le Royaume-Uni assouplit progressivement ses restrictions à mesure que la campagne de vaccination progresse et que les cas de Covid-19 diminuent, alors même que d'autres pays connaissent de nouveaux pics.

Ces disparités ont entraîné des appels pour une action internationale plus importante, notamment un accès plus large aux vaccins, au menu des échanges aujourd'hui.

Les chefs de la diplomatie du G7 seront unifiés par des représentants de l'Union européenne. L'Inde, l'Australie, la Corée du Sud, l'Afrique du Sud et

l'Association des nations du Sud-Est asiatique (Asean) ont également été conviés.

Depuis sa sortie de l'UE, le Royaume-Uni se tourne vers la région Asie-Pacifique. Il souhaite également des engagements mondiaux plus larges et plus forts en matière de lutte contre le changement climatique, alors qu'il se prépare à accueillir la grande conférence de l'ONU sur le climat (COP26) en novembre.

Après le G7, Antony Blinken se rendra à Kiev pour témoigner du soutien «indéfectible» des États-Unis à l'Ukraine, à la suite du déploiement de troupes russes à la frontière, sur fond de relations tendues avec Moscou.

M. M.



Commentaire

Déconstruction

Par Fouzia Mahmoudi

Comme il fallait s'y attendre, désormais à moins d'un an de la présidentielle française, chaque mot prononcé par le Président Emmanuel Macron, candidat non déclaré pour le moment à sa réélection, fait l'objet de multiples commentaires et critiques. Surtout que Macron continue à caracoler avec Marine Le Pen en haut des intentions de vote, loin devant les autres candidats officiels ou potentiels. Xavier Bertrand, ex-ministre de Nicolas Sarkozy qui brigue officiellement le poste de président de la République, profite ainsi d'un passage de Macron à la télévision américaine pour dénoncer ses propos. Le président des Hauts-de-France critique Emmanuel Macron, dans une tribune au quotidien «Le Monde» parue cette semaine, pour avoir suggéré en avril de «déconstruire» l'Histoire pour lutter contre le racisme. «L'heure n'est pas à la déconstruction de l'histoire, mais à la reconstruction d'une cohésion nationale abîmée par votre incapacité à assurer la sécurité des Français, à restaurer la souveraineté migratoire et à soutenir l'action quotidienne de nos services publics», écrit Xavier Bertrand, également candidat à sa réélection dans la région. Emmanuel Macron avait affirmé dans une interview en anglais diffusée par la chaîne CBS le 19 avril que lutter contre le racisme passait par la «transparence, le dialogue et d'une certaine manière, par la (dé)construction de notre propre histoire». Pour Xavier Bertrand, cette déclaration du président de la République est «injuste au regard de ce qu'est la France et instille un poison mortel dans notre unité nationale». L'ancien ministre du Travail et de la Santé n'entend pas «réfuter la nécessité de faire retour sur notre histoire, d'engager les débats nécessaires, de nommer les choses», mais juge «hors de question de laisser penser, de laisser dire, que notre société serait fondée sur une logique de domination et de discrimination institutionnalisées». «Ce qui est en jeu aujourd'hui, ce n'est pas le nécessaire devoir de mémoire et la lutte indispensable contre toutes les formes de discriminations. C'est un combat à mort qui est engagé contre nos valeurs, contre notre modèle de société. En instrumentalisant le débat sur la colonisation et l'esclavage, les démolisseurs de notre civilisation cherchent à imposer l'idée que l'Occident se serait construit sur l'asservissement et le crime», considère Xavier Bertrand. «Entre la déconstruction de nos valeurs nationales et la confrontation entre les Français au risque de la guerre civile, entre Macron et Le Pen, il faut donner aux Français un autre choix», juge-t-il. Reste que le candidat de droite non adoubé, pour le moment du moins, par Les Républicains, devra trouver de plus solides arguments contre Emmanuel Macron en ces temps de crise où le réflexe pour beaucoup de peuple est de maintenir le statu quo. En 2004, aux États-Unis, tous pensaient que George W. Bush dont les mensonges pour envahir l'Irak avaient été dévoilés et qui voyait déjà la guerre en Afghanistan s'éterniser, ne pouvait que perdre face au très propre John Kerry, mais les Américains avaient choisi de le garder à la Maison-Blanche pour quatre années encore. Reste à voir quelle stratégie mettra en place Bertrand pour convaincre les Français qu'il a sa place à l'Élysée et surtout si les Français y adhéreront.

F. M.

Manifestations en Colombie

Une vingtaine de morts, démission du ministre des Finances

Les violences lors des manifestations contre une réforme fiscale en Colombie ont fait une vingtaine de morts et plus de 800 blessés, et le ministre des Finances a démissionné lundi, face à une mobilisation qui ne semble pas faiblir. «Mon maintien au gouvernement rendrait difficile l'édification rapide et efficace des consensus nécessaires pour mener à bien une nouvelle proposition de réforme», a déclaré Alberto Carrasquilla, ministre depuis l'arrivée au pouvoir du président Ivan Duque, en août 2018. Il est remplacé par l'économiste José Manuel Restrepo, jusque-là ministre du Commerce. Le chef de l'État avait annoncé dimanche le retrait de ce projet pour en élaborer un nouveau, après cinq jours de protestations qui se sont soldées par la mort de 18 civils et d'un policier, selon le Défenseur du peuple, entité publique de protection des droits.

Le ministère de la Défense a pour sa part fait état de 846 blessés, dont 306 civils. En outre, 431 personnes ont été interpellées au cours des troubles qui, depuis le 28 avril, ont émaillé certaines manifestations, bien que la plupart aient été paci-

ifiques. Alors que le gouvernement a déployé l'armée en renfort dans les villes les plus affectées, plusieurs ONG ont accusé la police d'avoir tiré sur des civils.

De son côté, le ministre de la Défense, Diego Molano, a affirmé que les incidents violents étaient «prémédités, organisés et financés par des groupes dissidents des Farc», qui ont rejeté l'accord de paix signé en 2016 par l'ex-guérilla marxiste, ainsi que par l'Armée de libération nationale (ELN), considérée comme la dernière rébellion de Colombie. Il a, par ailleurs, dénoncé des dégâts causés à 313 établissements commerciaux, 94 banques, 69 stations de transport public, 36 guichets bancaires automatiques et 14 péages routiers.

Sous la pression des manifestations massives le 28 avril et qui se sont répétées les jours suivants avec une ampleur diverse selon les villes, le président conservateur avait annoncé dimanche le retrait de la réforme fiscale, en cours d'examen au Parlement.

Il avait précisé qu'il présenterait un nouveau texte, excluant les points les plus contestés, dont une hausse de la TVA sur les biens et les services, ainsi

que l'élargissement de la base d'imposition sur les revenus.

Le projet initial a suscité de fortes critiques. L'opposition, les syndicats et même des représentants du parti au pouvoir ont estimé qu'il affectait trop la classe moyenne et l'ont jugé inoportun, la pandémie aggravant la crise économique.

En dépit du retrait annoncé, plusieurs centaines de manifestants sont à nouveau descendus lundi dans les rues de Bogota, Medellín (nord-ouest), Cali (sud-ouest) et Barranquilla (nord).

Le Comité national de grève, à l'origine de la mobilisation initiale, a appelé à manifester à nouveau aujourd'hui, bien que la plupart des grandes villes soient sous le coup de restrictions de déplacement, le pays traversant une troisième vague de contagions au Covid-19 avec à ce jour plus de 2,9 millions de cas, dont plus de 75 000 décès.

Parmi ceux qui ont dénoncé la répression disproportionnée des manifestations, le directeur de Human Rights Watch (HRW) pour les Amériques, José Miguel Vivanco, a confirmé la mort d'une personne aux mains de la police à Cali, troisième ville du pays et l'une des plus affectées par les troubles de ces derniers jours.



Ligue 1

La LFP fixe les dates des 21^e et 22^e journées

La Ligue de football professionnel (LFP) a fixé lundi les dates des 21^e et 22^e journées du championnat de Ligue 1 de football, dans un communiqué publié sur son site officiel. Ainsi, la 21^e journée se jouera le samedi 15 ou dimanche 16 mai (4^e jour de l'Aïd), alors que la 22^e journée aura lieu le samedi 22 mai, précise la LFP, soulignant que «les horaires des rencontres seront communiqués prochainement».

La 20^e journée de la compéti-

tion, marquant le début de la deuxième partie de la saison, s'est jouée hier, avec en tête d'affiche le choc entre le leader l'ES Sétif et l'USM Alger, prévu au stade du 8-Mai-1945 de Sétif (22h30).

A l'issue de la 20^e journée, il sera question du déroulement de la suite des 1/8^e de finale de la Coupe de la Ligue professionnelle, prévue le samedi 8 mai, avec au menu le «big derby» de la capitale entre l'USM Alger et le MC Alger.

CAF

Le président Motsepe en tournée africaine

Le président de la CAF, le Sud-Africain Patrice Motsepe, a entamé lundi une tournée dans trois pays d'Afrique de l'Ouest, avec une première étape en Côte d'Ivoire avant de visiter la Sierra Leone et le Liberia, a indiqué l'instance africaine.

Le nouveau patron de la CAF a fait hier une annonce importante à Abidjan, qui portera notamment sur le championnat panafricain interscolaire.

Sa délégation est composée des vice-présidents de la CAF, Augustin Senghor, Ahmed Yahya, Suleiman Hassan Waberi, Seidou Mbombo Njoya et Kanizab Ibrahim, du secrétaire général de

la CAF, Véron Mosengo-Omba, des présidents des zones et des présidents de fédérations de la zone Ouest-B.

Le président de la FIFA, Gianni Infantino, qui soutient le projet de championnat panafricain interscolaire, sera également présent à Abidjan. Motsepe se rendra ensuite à Freetown aujourd'hui, avant de conclure sa visite à Monrovia, demain. Patrice Motsepe, unique candidat en lice, avait été élu le 12 mars dernier par acclamation, président de la Confédération africaine de football, à l'occasion de la 43^e Assemblée générale de l'instance continentale, tenue à Rabat.

Ligue africaine de basket-ball

Le GSP s'envole pour Kigali

Le GS Pétroliers, représentant algérien en Ligue africaine de basket-ball (BAL), dont la saison inaugurale est prévue du 16 au 30 mai à Kigali, a rallié lundi la capitale rwandaise afin de respecter la quarantaine imposée par les organisateurs aux 12 équipes participantes, pour faire face à la pandémie de Covid-19.

Dans une déclaration avant le départ pour Kigali, le coach des Pétroliers, Sofiane Boulahia, a indiqué que son équipe fera escale à Doha (Qatar) avant de rallier la capitale rwandaise, où les équipes ont commencé à arriver. «Afin de faire face aux risques de contamination, la BAL a créé une bulle à Kigali avec un protocole sanitaire très strict pour les 12 équipes participantes, basé sur les orientations de l'Organisation mondiale de la santé», a-t-il indiqué. «Nous reprendrons les entraînements collectifs le 11 mai et des matchs d'application (scrimmages) sont prévus du 13 au 15 mai. J'espère que nous aurons l'opportunité d'en jouer avant le début du tournoi», a-t-il ajouté.

Côté effectif, le coach des Pétroliers a indiqué que son groupe a été renforcé par l'international algérien Mohamed Harat, élu meilleur joueur étranger de la Ligue saoudienne de basket (SBL) pour la saison 2020-2021 avec d'excellentes statistiques (29,1 pts, 17,1 rebonds et 4,4 passes). Pour cette première édition de la BAL, une nouvelle ligue professionnelle, fruit d'un partena-

riat historique entre la Fédération internationale (FIBA) et la Ligue nord-américaine (NBA), reportée à plusieurs reprises à cause de la pandémie de coronavirus, les organisateurs ont dévoilé un nouveau format de compétition ajusté qui comptera 26 matchs au total. Le tournoi débutera avec une phase de groupes (trois groupes de quatre équipes).

Le GS Pétroliers évoluera dans le groupe C, aux côtés du Zamalek d'Egypte, de l'AS Douanes du Sénégal et de Ferroviario Maputo du Mozambique.

«Nous sommes la seule équipe à l'arrêt depuis un an. Les trois autres équipes de notre groupe ont repris la compétition dans leur pays respectif.

Nous ferons le maximum pour représenter dignement le basket-ball algérien», a assuré Boulahia. Le groupe A est composé de l'US Monastir de Tunisie, de Rivers Hoopers du Nigeria, du GNBC de Madagascar et des Patriots du Rwanda, alors que l'AS Salé du Maroc, l'AS Police du Mali, les FAP du Cameroun et Petro Luanda d'Angola forment le groupe B. Les huit meilleures équipes de la phase de groupes, soit les deux premiers de chaque poule et les deux meilleurs troisièmes, se qualifieront pour la phase finale à élimination directe.

La finale de la BAL a été programmée le 30 mai dans la Kigali Arena, qui abritera toutes les rencontres du tournoi.

Une initiative de la secrétaire d'Etat chargée du sport d'élite, Salima Souakri

Douze fédérations proposent une stratégie pour relancer la formation

■ Les autorités algériennes semblent avoir retenu la leçon, ayant la certitude maintenant que seule la formation pourra sauver le sport et les différentes disciplines de cette déchéance qu'ils traversent.



Souakri semble s'intéresser très sérieusement à la formation

Par Mahfoud M.

Etant certains que la formation sauvera l'avenir du sport algérien, les représentants de douze fédérations sportives se sont réunis dimanche soir avec Salima Souakri, secrétaire d'Etat chargée du sport d'élite, pour tracer les grandes lignes d'un projet consistant à détecter et à former de nouveaux jeunes talents, en vue des prochains grands événements internationaux, dont les Jeux olympiques de Paris 2024. Les douze disciplines sportives en question sont : le judo, le karaté, la boxe, la voile, l'aviation, la natation, la gymnastique, le cyclisme, le taekwondo, la lutte, l'athlétisme et l'haltérophilie. Le projet consiste en la détection d'une centaine de jeunes talents sportifs (garçons et filles), âgés entre 14 et 20 ans, et qui adhèrent à l'une des douze disciplines sportives sus citées. «Ces athlètes seront choisis sur la base des résultats qu'ils auront pré-

ablement réussis au niveau national, régional, ou international, et qui seront considérés comme suffisamment bons pour leur valoir le statut de jeunes talents à suivre», a expliqué Souakri, ajoutant qu'après ce travail de prospection, le projet se poursuivra, en offrant à ces jeunes athlètes l'encadrement et la prise en charge adéquats. «Ces jeunes sportifs seront accueillis pendant quatre ans dans les différents centres de regroupement et de préparation dont dispose le secteur, où ils recevront une formation appropriée, à tous les niveaux : physique, technique et pédagogique, tout en leur offrant un bon suivi médical», a détaillé la secrétaire d'Etat chargée du sport d'élite.

Sur le court terme, l'objectif de ces sportifs sera de bien représenter les couleurs nationales aux Jeux méditerranéens de 2022 à Oran. Sur le long terme, il sera question d'essayer de rééditer le même exploit aux Jeux olympiques de Paris, en

2024. Ainsi, lors de sa réunion avec les représentants des douze fédérations sportives sus citées, Salima Souakri a demandé à ce qu'il soit rapidement procédé au travail de prospection, pour établir la liste des jeunes talents à suivre et pouvoir ainsi entamer leur formation dans les meilleurs délais. Reste à savoir maintenant si les acteurs du sport national prendront au sérieux cette initiative et s'impliqueront comme il se doit, sachant que de nombreuses décisions avaient été prises par le passé, mais il n'y a rien eu de concret sur le terrain, étant donné que les réussites «sporadiques» dans le sport algérien sont dues à des efforts individuels de certains athlètes qui ont souffert sans l'aide de personne pour s'imposer au plus haut niveau, comme ce fut le cas du champion olympique Toufik Makhloufi, qui s'était plaint à plusieurs reprises du fait qu'il était abandonné à son sort et qu'il n'avait bénéficié d'aucune aide.

M. M.

Mondial-2022 (éliminatoires)

Le stade Mustapha-Tchaker de Blida homologué par la CAF

Le stade Mustapha-Tchaker de Blida, devant abriter les matchs de l'équipe nationale de football aux éliminatoires de la Coupe du Monde 2022 au Qatar, a été homologué par la Confédération africaine (CAF), a annoncé la Fédération algérienne (FAF) lundi dans un communiqué. «Dans une circulaire-décision adressée à la Fédération algérienne de football (FAF) datée du 2 mai 2021, la Confédération africaine de football (CAF) et en référence à la circulaire du 1^{er} avril dernier concernant les exigences

d'homologation et de supervision des stades de la CAF pour les éliminatoires africaines de la Coupe du Monde FIFA Qatar 2022, a donné son approbation pour le stade du Chahid Mustapha-Tchaker de Blida», a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué. Les «Verts» fouleront de nouveau la pelouse de l'enceinte de Blida, le 5 juin prochain, à l'occasion de la réception de Djibouti, dans le cadre de la 1^{re} journée (Gr. A) du 2^e tour éliminatoire, avant de jouer en déplacement quelques jours plus

tard face au Burkina Faso, à l'occasion de la 2^e journée. «En effet, sur la base du rapport d'évaluation transmis par la FAF, la CAF a décidé d'approuver l'utilisation de ce stade lors des prochains matches de qualification de la Coupe du Monde Qatar-2022, avec, toutefois, la levée de quelques réserves dans la période à venir afin de garantir que cette infrastructure soit maintenue dans la liste des stades approuvés par la CAF pour les compétitions masculines seniors», précise la FAF.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

23^e jour de ramadhan

Imsak : 04 : 02

Iftar : 19 : 43

Football

L'ancien international Kamel Tchabli n'est plus

L'ANCIEN international algérien de l'USM Alger, Kamel Tchabli, est décédé à l'âge de 74 ans, a annoncé, lundi soir, le club algérois où il a joué durant la majeure partie de sa carrière footballistique.

Après avoir évolué à l'AS Saint-Eugène et à l'Olympique Musulman de Saint-Eugène, c'est au club de Soustara que le défunt, un ailier droit racé, s'est illustré durant huit longues saisons.

Il avait participé à la finale de la Coupe maghrébine des vainqueurs de coupe, perdue contre le club marocain de la Renaissance de Settat (2-1).

Sur les sept finales de Coupe d'Algérie que l'USMA avait jouées au moment où il était dans ses rangs, il n'en avait par-

ticipé qu'à deux, perdues face au CRB et au MCA. Tchabli a fait partie de l'équipe championne de la Division 2, obtenant ainsi son accession en D1 en 1974.

Après avoir rattaché les crampons, le natif de Bologhine (Alger) a embrassé la carrière d'entraîneur au niveau de plusieurs clubs de la région algéroise à partir de la saison 1978-1979. Gendarme de son état, il a coaché l'équipe de la Gendarmerie nationale avec laquelle il a atteint à deux reprises la finale de la Coupe d'Algérie (1990 et 2003) et l'équipe nationale militaire qu'il a conduite jusqu'en demi-finales de la Coupe d'Afrique militaire en 2004 et en finale de la Coupe du monde militaire en 2005.

R. S.

État de santé de l'artiste Salah Aougrou

La ministre de la Culture ordonne une prise en charge immédiate

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a donné lundi des instructions pour la prise en charge immédiate de l'état de santé de l'artiste Salah Aougrou, victime d'un malaise soudain.

La ministre a affirmé, dans un communiqué publié lundi soir,

qu'elle suivait de près l'état de santé du comédien et lui souhaitait un prompt rétablissement.

Salah Aougrou est un humoriste, acteur, scénariste et animateur de télévision et de radio. Il œuvre principalement dans le registre comique.

R. D.

Intoxication alimentaire à Mila

Le bilan s'alourdit à plus de 150 cas

Le nombre des cas d'intoxication alimentaire, suite à la consommation de pâtisseries et de gâteaux achetés d'une pâtisserie-confiserie dans la ville de Mila, s'est alourdi à plus de 150 cas, a-t-on appris dans la nuit de lundi à mardi de la directrice de la santé et de la population de la wilaya, M^{me} Samira Dekari.

Dans une déclaration à l'APS à l'Établissement public hospitalier «Frères Meghlaoui» dans la

ville de Mila où elle supervisait, en compagnie des responsables de l'Établissement, la prise en charge des personnes intoxiquées, la même responsable a précisé que les victimes, originaires des communes de Mila, Grarem Gouga et Sidi Mérouane, ont acheté des pâtisseries et des gâteaux auprès d'une pâtisserie-confiserie sise au centre-ville de Mila, leur causant une intoxication collective.

H. N.

Tougourt/Réalisation de l'hôpital 240 lits

Résiliation de contrat avec l'entreprise chinoise

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière,

Abderrahmane Benbouzid, a déclaré, lundi à Tougourt, que le contrat avec l'entreprise de réalisation du projet de 240 lits a été résilié après avoir constaté le retard des travaux. «Nous avons décidé de résilier le contrat avec la société chinoise chargée de la réalisation de l'hôpital "240 lits", après avoir constaté un retard dans l'exécution des travaux, le non-respect des délais de réalisation et des pénalités de retard seront prises à son encontre», a-t-il affirmé lors de l'inspection du projet en question dans le cadre

de sa visite de travail dans cette wilaya.

M. Benbouzid a, à cette occasion, appelé les autorités locales à prendre toutes les mesures afin de relancer les travaux de réalisation «dans les plus brefs délais».

«Cette structure médicale était censée être livrée en 2017, toutefois, elle est inachevée et il est inadmissible de gérer la situation de pareille cadence», a-t-il dit. «Ce projet est un acquis important pour la région, et sera équipé en moyens médicaux de pointe qu'il appartient de protéger», a poursuivi M. Benbouzid.

D. R.

Le variant indien du coronavirus Plus contagieux, plus virulent



Loumis

Djalou@hotmail.com

Logements sociaux à Akbou / Béjaïa

Des citoyens réclament la prise en charge de leurs demandes

■ La RN26 a été fermée hier à la circulation routière, au milieu de l'axe Akbou-Tazmalt, par des habitants du village Colonel Amirouche (ex-Riquet) de la commune d'Akbou.

Par Hocine C.

La voie a été barricadée au moyen de troncs d'arbre, pierres et carcasses de plusieurs objets métalliques et plastiques. Les auteurs de cette action qui a paralysé le trafic routier sur cette route à grande circulation, réclament leur quota de logements sociaux. Selon eux, «plus de 150 demandes de logements sociaux ont été déposées au

niveau de services municipaux, mais aucun demandeur n'en a bénéficié en dépit des programmes réalisés en faveur de la commune». Les protestataires devaient rencontrer les autorités locales à ce sujet. Plusieurs centaines d'automobilistes ont été contraints d'emprunter la pénétrante autoroutière pour rejoindre la région de la haute Soummam, dont la ville d'Akbou, Ouzellagoune, Ighram, Chellata et d'autres communes du sud de la région

comme Tazmalt, Béni M'likeche, Boudjellil, Chorfa, Aghbalou, (Bouira), entre autres. Nous avons tenté, en vain, de joindre le maire de la localité pour plus d'informations relatives aux revendications. Il est utile de noter que le nombre de demandes de logement à Akbou dépasse largement les 10 000, contre une offre inférieure à 700 unités. Une équation difficile à résoudre en l'absence de nouveaux programmes.

H. C.

Tizi-ouzou

Un homme meurt carbonisé dans son véhicule

Un véhicule léger a pris feu hier vers 9h sur la RN12 à hauteur de Oued Fali de la rocade Sud (évitement de la ville de Tizi-ouzou), causant le décès de son conducteur.

Les éléments de la Protection civile sont intervenus pour circonscrire l'incendie dont l'origine n'a pas été précisée dans le communiqué de la cellule de communication de ce corps constitué. L'identité de la victime

n'a pas été établie.

Une enquête a été ouverte par les éléments de la Gendarmerie nationale pour déterminer avec exactitude les circonstances du drame.

Hamid M.

Intempéries

5 morts à Beni-Slimane et à M'sila

Cinq personnes sont décédées durant les dernières 24 heures à Beni-Slimane et M'sila, suite à des intempéries et des pluies qui ont touché plusieurs wilayas du pays, a indiqué, hier, un communiqué de la Protection civile.

Le dernier bilan des intempéries durant les dernières 24 heures fait état de 5 morts, dont 4 emportés par les eaux de pluie à Beni-Slimane (Médéa).

Il s'agit d'un homme de 52 ans qui a été repêché à la cité 1^{er} Novembre 1954, une fille de treize ans repêchée au centre des sourds-muets, un inconnu de 35 ans repêché à Oued Zarouatia et un homme de 55 ans repêché

dans la même localité.

A Oued El-Maleh, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour secourir deux filles qui se sont trouvées coincées au bord de l'oued (elles sont saines et sauvées).

Au niveau de la commune de Sidi-Naamane, la route nationale RN18 a été coupée à la circulation à cause de la crue de l'oued El Maleh. A la commune d'El Guelb El Kbir, 13 têtes ovines ont péri suite à l'effondrement du plafond d'une écurie à Douar Ouled Hadj. A la commune d'El-Azizia, la RN 08 a été coupée à la circulation en raison de la montée des eaux de pluie à la localité Mouzoubia, tandis qu'à la commune de Beni

Slimane, les eaux de pluie ont été pompées au centre-ville. L'opération est en cours et aucun dommage n'a été enregistré.

A la commune de Beni Slimane, des effondrements partiels de murs de l'école des sourds-muets et de l'hôpital local ont été enregistrés, outre 116 véhicules touristiques, 15 camions et 2 ambulances endommagés en raison des inondations.

A M'sila, le corps sans vie d'une fille a été repêché à l'oued Magra, au lieu-dit village Lahdjel (commune et daïra de Magra), lequel a été transféré à la morgue de l'hôpital local.

Ali N.